



REGULATE

AFFAIRES PUBLIQUES ET GOUVERNANCE

PARIS - BRUXELLES

Au sommaire

Projet de loi sanitaire

Accord de la commission mixte paritaire le 21 juillet

Projet de loi pouvoir d'achat

Adoption à l'Assemblée nationale en première lecture le 22 juillet

Projet de loi de finances rectificative

Poursuite de l'examen à l'Assemblée nationale en première lecture le 25 juillet

Projet de loi relatif à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN

Adoption au Sénat en première lecture le 21 juillet

Rapport du Sénat sur l'inflation

Publication le 19 juillet

Mission d'information du Sénat sur l'énergie nucléaire et l'hydrogène bas-carbone

Conclusions adoptées le 20 juillet

Projet de loi sanitaire

Lundi 25 juillet puis mardi 26 juillet 2022, l'Assemblée nationale et Sénat examineront les conclusions de la commission mixte paritaire, qui est parvenue à un accord le 21 juillet.

A partir d'août 2022 et jusqu'à fin janvier 2023, en cas d'apparition d'un nouveau variant dangereux de la Covid-19, le gouvernement pourra imposer la présentation d'un test négatif à l'embarquement pour les voyageurs en provenance de l'étranger.

Projet de loi pouvoir d'achat

Revalorisation des minima sociaux

Le RSA, les pensions de retraite de base, la prime d'activité, et l'allocation adulte handicapé, les bourses étudiantes et les APL (aides personnalisées au logement) bénéficieront d'une augmentation de 4 %.

Prime exceptionnelle défiscalisée

Les employeurs pourront verser jusqu'au 31 décembre 2023 une prime exceptionnelle d'un montant maximal de 3 000 € (ou 6 000 € en cas d'accord d'intéressement), exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales, pour les salariés dont le revenu équivaut à moins de trois fois la valeur du Smic.

Prime de partage de la valeur

Le projet de loi prévoit de pérenniser la prime, sous la forme d'une prime de partage de la valeur. Celle-ci sera exonérée de cotisations sociales, dans la limite de 3 000 € (6 000 € en cas d'accord d'intéressement).

Déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé

Les revenus du conjoint ne seront plus pris en compte pour le calcul de cette prestation, à compter d'octobre 2023 au plus tard.

Encadrement des loyers

La hausse des loyers sera plafonnée à +3,5 %, entre juillet 2022 et juin 2023.

Résiliation de contrats en ligne

Autorisation de l'utilisation de l'huile alimentaire usagée comme carburant

Sécurisation de l'approvisionnement énergétique (redémarrage envisagé à l'hiver prochain de la centrale à charbon de Saint-Avold, mise en service d'un terminal méthanier dans le port du Havre)

Régime des aides d'Etat

Projet de loi de finances rectificative

Hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires pour 2022 (de 5 000 à 7 500 €)

Hausse des taux d'intérêt

Possibilité pour les entreprises de racheter aux salariés les jours de R.T.T auxquels ils auraient renoncé (avec un plafonnement à 7 500 €)

Attributions du ministère de l'Économie

Poursuite de la remise carburant et du bouclier tarifaire sur l'énergie

Décret n°2022-1016 du 20 juillet 2022

Suppression de la redevance audiovisuelle

Transfert de la gestion des groupes d'ETI

Décret n°2022-1009 du 18 juillet 2022

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Finlande et de la Suède

Le Sénat a adopté le 21 juillet un projet de loi pour permettre l'accession de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

Registre national des entreprises

Décret n°2022-1014 du 19 juillet 2022

Rapport du Sénat sur l'inflation

Bien-être animal

Décret n°2022-1012 du 18 juillet 2022

Dans un rapport publié le 19 juillet, la commission des affaires économiques du Sénat a précisé qu'elle n'a pas constaté de phénomène massif de hausses suspectes des tarifs fournisseurs.

Réglementation ICPE

Arrêt du Conseil d'Etat du 19 juillet 2022

Conclusions de la mission d'information du Sénat sur l'énergie nucléaire et l'hydrogène bas-carbone

La commission des affaires économiques du Sénat a adopté le 20 juillet les conclusions de la mission d'information sur l'énergie nucléaire et l'hydrogène bas-carbone. Les rapporteurs ont formulé 10 propositions (dont la construction d'au moins 14 EPR) pour relancer l'énergie nucléaire et promouvoir l'hydrogène bas-carbone.

Régime des aides d'Etat

Le 20 juillet, la Commission européenne a amendé le régime d'encadrement temporaire de crise des aides d'Etat adopté le 23 mars 2022 dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine.

Hausse des taux d'intérêt

Le 21 juillet, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a décidé de relever les trois taux d'intérêt directeurs de 50 points de base.

Décret n°2022-1014 du 19 juillet 2022 relatif au Registre national des entreprises et portant adaptation d'autres registres d'entreprises

Le décret procède, en application de l'ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021 portant création du Registre national des entreprises, à l'introduction d'une quatrième section au sein du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de commerce (partie réglementaire), pour y définir, à compter du 1er janvier 2023, les modalités d'application du Registre national des entreprises.

Décret relatif à la protection des animaux de compagnie et des équidés contre la maltraitance animale

Le décret, pris pour l'application des articles [1er](#), [10](#), [18](#) et [19](#) de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021, précise les modalités d'attestation applicables aux détenteurs d'équidés dans le cadre d'une activité professionnelle, le contenu et les modalités de délivrance des certificats d'engagement et de connaissance pour tout détenteur d'équidés lorsque la détention ne relève pas d'une activité professionnelle d'une part, et pour toute personne physique qui acquiert à titre onéreux ou gratuit un animal de compagnie d'autre part.

Il précise par ailleurs les informations essentielles comprises dans le contrat d'accueil de l'animal de compagnie signé par la famille d'accueil et tout refuge ou toute association sans refuge ayant recours au placement d'animaux de compagnie auprès de familles d'accueil.

Il précise également les modalités des messages de sensibilisation et d'information relatifs aux offres de cession d'animaux de compagnie.

⇒ Pour aller plus loin : O. Buisine, *Loi contre la maltraitance animale : quelles avancées ?*, janv. 2022, Revue de droit rural, LexisNexis.

Décret n°2022-1016 du 20 juillet 2022 relatif aux attributions du ministre de l'Economie

Le ministère de l'Economie est notamment compétent pour les restructurations d'entreprises.

Un décret transfère la gestion des groupes constitués autour d'ETI, ayant conclu un partenariat fiscal avec la DGE

Le décret définit les entreprises qui pourront, sur option, déposer leurs déclarations fiscales auprès de la direction des grandes entreprises à la suite de la signature d'une convention de partenariat fiscal.

Il précise également les délais et les modalités du transfert de la gestion de ces entreprises depuis les services locaux vers la direction des grandes entreprises de la direction générale des finances publiques.

Règlementation ICPE : arrêt CE, 19 juillet 2022

Le préfet est tenu d'édicter une mise en demeure à l'exploitant en cas d'inobservation par ce dernier des prescriptions applicables à son installation.

Le préfet dispose ensuite d'un choix entre plusieurs catégories de sanctions en cas de non-exécution de son injonction.

⇒ Pour aller plus loin :

O. Buisine, *La cessation d'activité d'une ICPE en procédure collective*, mai-juin 2022, Revue des procédures collectives, LexisNexis.